



Conseil de Développement du Pays Basque
Ipar Euskal Herriko Garapen Kontseilua

CONTRIBUTION SUR LE NUMERIQUE / AUTO-SAINE DU CDPB

Citoyens, saisissons-nous du numérique !

Contribution adoptée par le Conseil de direction du 25 septembre 2019



L'intérêt d'un débat citoyen

Tous les domaines de nos sociétés sont contraints d'adapter leur activité à l'évolution du numérique. Les particuliers (avec la dématérialisation croissante des démarches administratives, le développement du télétravail) comme les entreprises (pour leur compétitivité et leur attractivité), tous sont concernés. Les usages sont aujourd'hui devenus massifs : **4 français sur 5 utilisent tous les jours internet et à 50% sur leur téléphone portable !**

En 2019, le CDPB a saisi l'opportunité des 10^{ème} Rencontres numériques de l'ANTIC¹ (dont il était partenaire), pour mettre en débat le numérique en partant à la rencontre des habitants des vallées de l'intérieur du Pays Basque. 150 personnes ont été mobilisées en Soule et Basse-Navarre dans les débats qui se sont tenus à Barcus², Saint-Jean-le-Vieux³ et aux Aldudes⁴, et pour les interviews menés en amont par Aldudarrak Bideo⁵. Ces rencontres ont donné lieu à un diagnostic citoyen approfondi, qui montre combien le numérique concerne aujourd'hui chacun.e, au plus profond de nos territoires ; combien la fracture numérique est mal vécue, entre l'injonction de la dématérialisation et la réalité des infrastructures. Elles ont révélé le haut niveau d'expertise des habitants et leur capacité à apporter des solutions sur des sujets si techniques, et ont montré qu'ils sont en phase avec les grands débats de société sur l'avenir du numérique. Elles ont aussi mis à jour le besoin de redonner du sens à une société hyper connectée.

La parole des habitants a ensuite été mise en perspective avec les enjeux majeurs détaillés par des acteurs incontournables de la question du numérique : des études nationales du CREDOC, les données de l'ARCEP et d'un état des lieux des principales tendances d'un monde globalisé jusqu'au local ! (cf. **Annexe 1**)

Le croisement s'est fait avec les acteurs du numérique du Pays Basque (Antic, Cluster Pays Basque Digital, CCI...) et avec la FING, dont le délégué général clôturait les Rencontres du numérique le 5 juillet dernier.

Autant de richesses qui ont invité le Conseil de développement à écrire cette contribution, qui témoigne d'une nouvelle approche souhaitée par le CDPB : développer le débat local, mobiliser l'expertise citoyenne par de nouvelles approches participatives, confronter l'expertise sociétale et celle des spécialistes... cette expérience participative montre une fois de plus que les habitants ont une expertise d'usage, une connaissance des problématiques rencontrées, et détiennent une grande part des solutions.

¹ [Les Rencontres numériques](#), Antic

² En partenariat avec les associations [BARKOXE BIZI](#), ODACE et [AZIA](#)

³ En partenariat avec [INDAR DEVELOPPEMENT](#)

⁴ En partenariat avec l'association [AIBA](#)

⁵ Vidéos disponibles sur la chaîne [Youtube du CDPB](#)



Table des matières

L'intérêt d'un débat citoyen.....	2
Le diagnostic citoyen	4
I) Tous concernés par l'accès à internet !	4
II) Maîtriser ses usages	5
III) Incontournable pour les entreprises !.....	8
IV) Des fractures numériques, freins au développement des territoires ruraux... 12	
Bilan & perspectives	16
Ce qu'il faut retenir du débat citoyen.....	16
Vers une nouvelle ère numérique	17
Quelles solutions, quelles orientations ?	19
② Se saisir du numérique comme outil de développement et d'attractivité pour revitaliser quartiers, villages et vallées	20
③ Mettre en évidence l'écosystème du numérique en	21
Pays Basque et permettre son appropriation citoyenne	21
④ Définir un projet de développement durable du numérique	21



Le diagnostic citoyen

Les 150 personnes mobilisées en Pays Basque intérieur ont composé un panel extrêmement diversifié d'habitants et d'acteurs socio-économiques : jeunes et moins jeunes, parents et enfants, entrepreneurs et exploitants agricoles, secteur de l'industrie, de l'artisanat, des services, et une part significative d'élus communaux.

Les rencontres et reportages en Soule et Basse-Navarre ont confirmé, si ce n'est accentué, la prédominance du numérique dans le quotidien de leurs habitants et des entreprises du territoire. Elles ont mis en lumière l'urgence pour les citoyens et les élus⁶ de se saisir de la question numérique pour pallier les déficiences de connexion qui viennent freiner les potentiels de développement des vallées.

Ce diagnostic est étayé de nombreux verbatims issus des reportages ou des interventions dans les débats. Le nom des personnes n'est volontairement pas cité, mais la typologie et la profession ou leur secteur d'activité est précisé.

I) Tous concernés par l'accès à internet !

« Il faut investir à la campagne pour que les gens restent y vivre, et ne partent pas tous s'installer dans les agglomérations. »

Un entrepreneur

« Je voudrais qu'il y ait une égalité numérique, mais ce n'est pas pour autant que je demande de l'internet. Je suis assez réticente au tout internet. Mais si je dois vivre en société, je suis exclue si je ne rentre pas dans le système, malgré moi. »

Une jeune retraitée

Le numérique est né de l'informatique il y a 30 ans. D'une branche des mathématiques il est devenu une science à part entière, puis une culture et un usage massif et généralisé, amplifié par l'avènement du smartphone : à la ville comme à la campagne, d'Urepel à la Silicon Valley et New Delhi.

DES HABITANTS CONNECTES

Face à la disparition des services publics de proximité et à la dématérialisation généralisée des démarches administratives, le numérique accompagne les habitants dans la gestion de leur quotidien. Une mauvaise connexion est excluant et pose la question de l'inégalité numérique.

« Je m'occupe de louer un appartement. S'il n'y avait pas [internet], la moitié des gens ne viendraient pas dans la vallée, ne la connaîtraient pas. » Une grand-mère
« A l'avenir chacun doit pouvoir choisir d'avoir, ou pas, internet. »

Une jeune femme de 25 ans

« Même les réticents ont besoin du numérique, pour communiquer, organiser des réunions et à minima au travail ! »

Une jeune femme

⁶ "Les collectivités sont au centre de l'aménagement numérique du territoire. Leur connaissance du terrain et des besoins, ainsi que les actions qu'elles déploient pour y répondre, en font des acteurs et des interlocuteurs essentiels", [ARCEP](#).



Le numérique est un outil qui facilite la connexion des vallées à l'extérieur (notamment pour le développement du tourisme), et la connexion des habitants entre eux, d'un bout à l'autre de la planète. Au cours des rencontres, il a été évoqué de nombreuses initiatives de formations/ateliers menés par des citoyens et des associations pour accompagner les usages, notamment à destination des personnes âgées. Ces ateliers numériques pour seniors sont reconnus comme un vecteur de lien social : le moyen de rester en contact avec la famille, d'accéder à l'information, de rompre avec la solitude.

« Je vis seule et des fois j'ai des coups de cafards. J'ai des cousins en Amérique, je mets alors leur adresse sur internet et je vois leur maison, leur environnement. Je pense à eux et ça me fait du bien. »

Une grand-mère

FIXER ET CREER DES ACTIVITES DANS LES VILLAGES

Le régime juridique de télétravail est désormais inscrit dans le Code juridique. Il est venu rebattre les cartes de l'organisation des entreprises. Une aubaine pour les habitants de l'intérieur des terres qui ne sont plus contraints de se déplacer quotidiennement sur leur lieu de travail, et limite leurs déplacements.

Les témoignages recueillis sont venus illustrer la capacité des habitants des vallées à s'organiser face à ces enjeux. **Une architecte et une graphiste** ont installé leur atelier **dans le centre-bourg des Aldudes**, ce qui leur a garanti les besoins incontournables pour exercer leurs professions : une bonne connexion pour l'envoi de dossiers lourds et permettre leur réactivité dans les échanges avec les clients. Ainsi, elles ont pu rester vivre dans la vallée, sans s'inquiéter de l'état du réseau de leur domicile.

A Barcus, l'association Barkoxe Bizi porte le projet de réhabilitation du presbytère. Il sera transformé en tiers-lieu réunissant espace de co-working et des logements. Dans l'attente des travaux, quatre co-workers sont accueillis dans une salle de la mairie : sans la possibilité de travailler à distance un ou deux jours par semaine, ces derniers auraient été contraints de quitter leurs villages.

II) Maîtriser ses usages

DES JEUNES ULTRA-CONNECTES ?

Je passe trois à quatre heures par jour sur internet. Je sais que c'est trop, mais je ne peux pas faire autrement.

Une adolescente

« On veut toujours être connecté, même à

La question des usages des jeunes a été particulièrement prégnante au cours des échanges. Les parents interrogent le temps passé par leur progéniture devant les écrans, la « désertion virtuelle » des rendez-vous familiaux, comme les repas, le contenu



table certaines familles ne s'adressent pas la parole. »

Une habitante de la vallée des Aldudes

qui s'offre à eux et de sa potentielle violence.

Mais cette inquiétude est-elle alarmiste ? Les nouvelles générations sont nées et ont grandi dans l'ère du numérique, entourées de ses outils. L'usage qu'elles en ont est-il démesuré ? Le pari a été lancé de faire confiance à la nouvelle génération, celle qui a grandi avec les smartphones, pour trouver sa propre éthique. L'étude menée en 2016 par une chercheuse en géographie culturelle, en partenariat avec Adoenia, est revenue sur ce présupposé (cf. **Zoom plus bas**).

C'est d'ailleurs un des **projets portés par l'école d'Urepel** : internet s'est fortement immiscé chez les élèves, et donc dans l'actualité de l'établissement. Les enseignants s'adaptent en s'équipant pour pouvoir accompagner au mieux les enfants dans « le bon usage » de ces outils qui permettent de les connecter au monde. Et tout simplement à leurs voisins d'Eugui (Navarre) avec lesquels ils mènent une action pédagogique en euskara.

Les discussions ont laissé place à une autre réflexion : finalement les parents ne seraient-ils pas les moins armés pour faire face à la maîtrise de l'usage du numérique, et à ses dérives ?

Zoom sur l'étude : « **Portraits de la jeunesse en Pays Basque** »⁷ (2016)

La recherche, effectuée sur un panel de 7 060 collégiens et lycéens, vient tempérer les prétendues dérives de la sur-connexion des jeunes.

« A l'ère du numérique la présence en face à face demeure primordiale pour la jeunesse. » Les outils et les technologies numériques semblent avant tout « au service d'une sociabilité intense et participent au maintien, voire au renforcement, des liens avec les ami.e.s. (...) Selon les usages, les TICs, contrairement à certaines idées reçues auxquelles certains s'attachent avec ténacité, **participent au renforcement des relations** vécues au quotidien. »

« 74, 2% des jeunes disent avoir accès à internet « tout le temps » et 31,6% « dès qu'ils en ont besoin ». L'accès « en tout temps à internet » varie en fonction des âges, passant de 38,7% pour les 11-12 ans à 80,8 % pour les 15-16 ans et à 88,4% pour les 19-20 ans ».

Si « 86,4% d'entre eux disent posséder un téléphone personnel de type smartphone », « **parler en « face-à-face » de ses problèmes**, que ce soit avec les parents (85,6%) ou avec les ami.e.s (84,6%), est toujours le moyen de communication le plus souvent cité ».

LE DROIT A LA DECONNEXION

Entré en vigueur le 1^{er} janvier 2017, le droit à la déconnexion a intégré la loi Travail pour réguler l'utilisation des outils numériques et assurer les temps de repos et de congés. La mesure a été jugée nécessaire pour permettre à chacun.e de préserver sa vie personnelle et familiale, protéger sa santé, prévenir l'épuisement professionnel : reprendre la maîtrise de ses usages, contrer « le fatalisme numérique ».

⁷ [Portraits de la jeunesse au Pays Basque](#), novembre 2018



Les habitants des vallées font face à ce même paradoxe : si le numérique apparaît bien comme un outil pour faciliter les démarches quotidiennes, il peut aussi s'avérer « envahissant » et devenir une source de dépendance.

« Nos clients ont besoin d'être connectés, mais aussi de déconnecter. Mais il faut que cela parte d'eux, on ne peut pas leur imposer la déconnexion. [...] La 4G permet d'avoir toujours un œil sur l'entreprise, notamment lorsqu'on est en repos. C'est très important et très pratique. Mais ce qui est plus inquiétant c'est qu'on soit, de notre propre chef, tenté d'être trop connecté, et sur le fil du quotidien. Ce qui laisse beaucoup moins de place à la rêverie, un peu d'oisiveté intellectuelle qui permet d'avoir une approche plus distancée, très importante pour mener des plans à long terme. Parfois on a des idées, mais elles sont cassées par la réception d'un message ou d'un mail. »

Un hôtelier

Les vallées pourraient-elles renverser la tendance, et faire de leurs zones blanches **un atout** ? La question, un peu provocatrice, a été posée par les habitants eux-mêmes. Certaines personnes parviennent très bien à se passer de connexion. Au cours des échanges, des participants ont fait part de leur appétence à vivre dans des espaces et des lieux qui ne sont pas connectés.

De nouvelles populations arrivent dans les terres, et parmi elles, des « néo-ruraux » qui peuvent aspirer à la sobriété numérique.

Sur le plan touristique, la déconnexion est devenue **un axe stratégique des chalets d'Iraty**. La station promeut un tourisme durable à destination d'une clientèle hyper-connectée, désireuse de faire un break, de vivre « autre chose ». Moins de connexion mais plus d'échanges : des jeux de société et une grande bibliothèque sont venus remplacer les smartphones et la démarche s'est avérée payante. Si certains clients ont pu être surpris, ils ont su s'adapter. « **Avec Iraty, j'ai retrouvé mes enfants** » a confié une cliente aux hôteliers.

REMETTRE L'OUTIL A SA PLACE !

Le « tout-connecté » n'est pas une règle d'or la nécessité de maîtriser ses usages du numérique a été affirmée. L'éco-usage n'équivaut pas à se passer entièrement de connexion, la déconnexion se doit de relever d'un choix personnel et non d'une contrainte ont affirmé les habitants. Car Le risque serait alors de creuser les inégalités numériques, et avec elles, les inégalités entre les habitants, les acteurs

« Nous sommes dépendants aujourd'hui, mais je crois que nous ne pouvons pas faire autrement. Peut-on faire un argument attractif du fait qu'on a moins d'ondes dans nos collines et nos vallées ? »

Une hôtelière

« C'est un outil vraiment intéressant, mais qui ne doit rester qu'un outil. Il ne faut pas qu'il devienne le centre de nos relations, ou qu'il prenne la place de l'humain. »

Une jeune femme



économiques et les territoires.

Comme l'a exprimé un habitant, le numérique est avant tout une voie vers la connaissance et à la communication, un chemin supplémentaire, à l'image de ceux qui passent de villages en villages, et plutôt que de le craindre, il faut l'appivoiser. Car ce sont les personnes qui font la technologie et non l'inverse, ont rappelé les participants : le numérique est un canal essentiel pour s'informer et communiquer, mais il n'est et ne doit rester qu'un outil. Ce qui s'avère d'autant plus difficile que son usage s'accompagne souvent d'une sensation d'addiction ou de chronophagie. Pour une jeune créatrice de sites web « **il faut être éduqué à se déconnecter et apprendre à bien utiliser les outils déjà existants** », plutôt que s'échiner à rechercher toujours plus de modernité.

III) Incontournable pour les entreprises !

Un grand nombre d'entrepreneurs sont venus témoigner de leur aptitude à renouveler leurs modes de travail, à s'adapter à la « révolution numérique ». Si certains se sont emparés de la question depuis plusieurs décennies, d'autres s'y sont mis moins naturellement mais ont intégré cette plus-value : c'est notamment le cas d'une association de paysans, qui développe la livraison de paniers fermiers dans plusieurs points du Pays Basque et du Sud des Landes, et cherche à accroître ses compétences en communication et en gestion.

« C'est à la fois une vitrine, un moyen de communication et un moyen de gestion »

Un industriel dans la production de matériel professionnel

« Le numérique est un outil incontournable, l'entreprise a grandi avec et autour de lui. [...] Les enjeux se situent au niveau commercial, marketing et communicationnel. »

Un industriel du BTP

UN LEVIER DE DEVELOPPEMENT STRATEGIQUE

Le numérique est un outil majeur des entreprises de l'intérieur du Pays Basque, tant pour l'organisation et la gestion interne de leurs ressources et de leurs activités que pour leur rayonnement : renforcement des relations avec les partenaires, clients, sous-traitants, support à la communication, au marketing, e-commerce.

Un producteur, transformateur et vendeur dans l'agroalimentaire possède dix magasins, tous reliés en ligne. Son site internet est devenu « la onzième boutique et la quatrième

« On fait 80% de notre activité en ligne [Angleterre, Danemark, Suède...]. Internet est obligatoire 24h sur 24. Lundi, on a perdu la connexion, nous avons dû tout faire à la main, rappeler les clients, même étrangers, un par un, car toutes les commandes qui arrivent dans le week-end ont été perdues. Toute la gestion des alarmes, du froid... »

Un transformateur agroalimentaire



en termes de chiffre d'affaires ».

Les entreprises basques ont su s'adapter aux outils numériques, et les acteurs pour accompagner le développement de leurs usages sont nombreux. Mais des efforts restent à fournir, notamment sur la qualité du matériel ou la qualité de son utilisation (Cloud etc.). Aujourd'hui encore, un téléphone mobile déficient ou un mauvais usage de la visioconférence peuvent freiner un partenariat.

« Je pense que [l'avenir] c'est surtout apprendre à mieux utiliser les outils qui existent, se les approprier. Sachant qu'il ne faut pas oublier l'essentiel de notre métier, qui est de fabriquer de bons produits, de les livrer au bon moment et de bien conseiller les clients. Avec des outils qui progressent, mais qui ne restent que des outils. »
Un industriel dans la production de matériel professionnel

Le numérique est aussi un outil qui peut se mettre au service du développement des compétences du territoire, ont insisté les entrepreneurs. Son usage permettrait de recentrer les données, une collecte dont l'importance s'accroît dans les territoires ou secteurs qui souffrent d'un manque de main d'œuvre.

« Il y a aussi des besoin de centralisation et d'utilisation des données en Soule. Je pense notamment à la partie recrutement RH, qui est un vrai sujet : on a besoin de développer l'attractivité du territoire pour faire venir de la compétence sur le territoire. »
Un transformateur agroalimentaire

LES AGRICULTEURS PARTICULIEREMENT CONCERNES

Le secteur agricole a été un des premiers à devoir s'adapter à la transition numérique :

- accroissement des outils numériques et des fermes connectées (travail pédagogique et accompagnement de la Chambre d'agriculture)
- dématérialisation de la plupart des démarches administratives, de la gestion des activités à la gestion de la retraite : registres (données sur les troupeaux), démarches sanitaires, déclarations PAC, déclarations MSA...

« Je suis obligée de tout faire par internet (...) même en agriculture on ne peut pas s'en passer. »
Une agricultrice

Un usage qui peut s'avérer complexe : bien souvent éloignées des centre-bourgs, les fermes se retrouvent numériquement isolées voire « exclues », faute de réseau efficient. Parce qu'il limite les déplacements, le recours au numérique, pourrait être vécu comme un gain de temps. Mais il devient une contrainte en l'absence de réseau.



DES BESOINS A MIEUX IDENTIFIER

La généralisation de l'usage du numérique n'équivaut en aucune façon à la généralisation des **besoins réels, qui varient suivant les organisations et les activités :**

- besoins élevés de débit pour l'envoi de dossiers lourds et gestion ERP (entreprises, télétravailleurs / indépendants)
- besoins élevés de téléphonie mobile et fixe
- besoins élevés de débit 4G pour l'utilisation de tablettes (travail nomade)

« Il nous faut des débits non pas très importants, mais réguliers. Nous avons eu une coupure du GSM pendant une journée, et pas de téléphone portable c'est forcément des clients à qui l'on n'a pas répondu. La régularité est peut-être plus importante qu'une course à un débit très élevé. Y compris pour les particuliers ou les salariés, qui peuvent être amenés à travailler à distance de chez eux. On ne peut pas payer un abonnement 30€ et passer en permanence d'un débit de 5 gigas à 0,5 gigas. » *Un industriel dans la production de matériel professionnel*

« L'enjeu pour [nous] ce sont les réseaux mobiles, pour mettre à disposition des conducteurs de travaux et des chefs d'équipe, des plans à distance, des comptes rendus de chantiers, les informations actualisées liées à leur travail. Ce qui nécessite des outils comme des tablettes mais surtout un réseau mobile 4G et 5G performant dans l'ensemble du territoire ce qui n'est pas le cas aujourd'hui au Pays Basque. »

Un industriel du BTP

Les professionnels s'accordent sur les besoins à garantir, a minima : **une ligne téléphonique opérationnelle et un accès internet à proximité, pour un débit de qualité, à savoir FIABLE et sans coupure.** Mais comme l'a souligné un professionnel de l'informatique, installé dans la vallée d'Ergarai, les entrepreneurs doivent prendre conscience de leurs spécificités propres en établissant un « plan numérique » et un diagnostic détaillé de leurs besoins (en débit, en niveaux de services etc.). Une fois ces derniers affinés, ils devront encore éplucher le marché de l'offre numérique, complexe et finalement diversifié. Comme cette entreprise dans le bâtiment qui s'est équipée en faisant appel à un opérateur local

« Nous avons installé la fibre optique sur le site de Mauléon. L'arrivée, depuis quelques temps, de nouveaux acteurs a permis l'amélioration de la qualité de service et la baisse des prix. Ce qui donne l'accès à cette technologie à des PME comme la nôtre. »



L'opérateur local IzarLink (qui appartient au réseau des opérateurs alternatifs, AOTA) a effectué, pour la CCI, un **état des lieux technique**⁸ des solutions actuelles en Haut Débit pour les entreprises basques. Il confirme que l'accès à cet outil indispensable est **loin d'être exemplaire** : les offres à disposition des entreprises sont mal connues, le marché difficilement intelligible et entre les mains de grand groupes, et les motifs d'insatisfactions sont nombreux.

Zoom sur l'enquête 2016 de la CCI⁹

Effectuée auprès de 145 entreprises du Pays Basque¹⁰, cette enquête vient illustrer **les usages et les perceptions des professionnels**. Quelques données clés :

- Un débit qui n'est garanti que pour 43% des répondants.
- 92% constatent un débit insuffisant.
- Un investissement classique chez des grands opérateurs (comme Orange) pour les 2/3 des entreprises, un budget moyen de 100€ mensuel... alors que 18% d'entre elles recherchent un fournisseur plus adapté et local (OVH, Izarlink...).
- Principaux usages : messagerie, consultations de sites web, téléphonie, Cloud, externalisation « d'application métier » pour les prestataires, échange de fichiers volumineux et e-commerce.
- Les conditions d'accès à internet sont aujourd'hui un critère majeur de **localisation**, voire de **délocalisation**, des entreprises.

⁸ [Accès internet professionnel & haut-débit, faisons le point](#)

⁹ [Accès internet Haut Débit des entreprises du Pays Basque](#), CCI et Cluster Pays Basque Digital

¹⁰ Panel à 63% composé d'entreprises de la zone littorale (Bayonne/Hendaye), à 13% sur le bassin d'Errobi, à 65% dédiées au services et commerce, à 15% dédiées à l'industrie (cf p.15), pour 16 527 établissements ressortissants de la CCI au 31/12/2015

IV) Des fractures numériques, freins au développement des territoires ruraux

La thématique de la couverture numérique du Pays Basque est inscrite de longue date dans les réflexions du CDPB. Elle a fait l'objet de plusieurs travaux de recherche dans le cadre des Contrats territoriaux (2000-2006, 2007-2013¹¹, 2015-2020¹²), avec pour première préoccupation « la prévention d'une possible fracture territoriale d'accès aux équipements et aux réseaux »¹³.

Les derniers travaux effectués par le CDPB en 2014 identifiaient 4 grands enjeux :

- Le déploiement des réseaux de desserte pour accéder en tout point du territoire au THD, et le défi financier des territoires non couverts par les opérateurs privés.
- Le soutien au développement des services et des usages (santé, éducation, services publics, culture, langues...).
- L'amélioration de la compétitivité et de la croissance des entreprises via les TIC (accompagnement des TPE).
- L'exploitation intelligente des données numériques territoriales pour une meilleure gestion collective et durable des biens communs (eau, air énergie, patrimoine naturel etc.).

Le diagnostic citoyen de 2019 a réitéré les mêmes attentes de la part de la population, à l'heure où est mis en œuvre le Plan Très Haut Débit dans notre département (cf. **Annexe 2**). Pannes et déficiences du réseau ont révélé l'impuissance des habitants face à la technologie. L'inégalité numérique se joue au niveau « micro », d'un bout à l'autre d'une ligne. Le diagnostic de l'état du réseau se doit d'être précis, quartier par quartier... voire maison par maison ou zone d'activité par zone d'activité. Car les problèmes de réseau touchent tous les bouts de ligne, les coffrets qui ne sont plus en état. C'est pourquoi un habitant au centre des Aldudes peut bénéficier d'une bien meilleure connexion qu'un habitant de certaines zones bayonnaises. Même si elle est globalement plus présente à l'intérieur des terres, la fracture numérique ne peut se résumer à une dichotomie rural/urbain

Extrait des enjeux de 2014

- l'installation du très haut débit nécessitera la construction de réseaux en propre et des investissements plus conséquents, en fixe comme en mobile
- Les opérateurs, par souci de rentabilité économique, favorisent naturellement le déploiement d'infrastructures sur les zones les plus fortement peuplées
- La question de l'équipement du PB intérieur se pose : sans intervention de la puissance publique, une réelle fracture numérique pourrait voir le jour

¹¹ Programme 21 : « accessibilité des TIC en tout point du territoire »

¹² Axe 4 : « garantir l'accès au Très Haut Débit en tout point du territoire, en déployant les réseaux de desserte et en développant les usages »

¹³ Note de synthèse, Atelier 4 Couverture TIC, CDPB, Mai 2014



DES HABITANTS AGACES...

L'extension du haut débit en tout point du territoire et la résorption des zones blanches sont des réclamations portées de longue date. Ces zones parsèment le Pays Basque, et sont surtout liées à la vétusté du réseau téléphonique de France Télécom. Débit internet déficient, coupures téléphoniques... l'état du réseau a nourri une grande partie des échanges entre les participants.

« Certaines zones sont mal desservies, peu accessibles, [...] cela veut dire que la connexion va être lente, ou alors carrément pas servie par les prestataires de l'ADSL classique type SFR ou Orange. C'est ce qu'on appelle des zones blanches. »

Une salariée dans une entreprise de services informatiques

Un habitant de Mendive a dû abandonner l'option télétravail et se rend quotidiennement sur la côte... ce qui n'a pas empêché son entreprise d'y subir une panne de réseau pendant trois semaines, a-t-il précisé.

Une habitante de Suhescun, dont l'entreprise est en contact avec le marché international, est obligée de se déplacer à Bayonne pour envoyer les mails trop volumineux : coupure de téléphone, boîtier France Télécom oxydé, aux fils arrachés... impossible de travailler depuis son domicile.

Une habitante de Juxue témoigne : son habitation est située en zone blanche, elle doit déboursier 130€/mois pour deux personnes et se retrouve « avec un réseau mobile quasi nul et un abonnement internet par satellite ».

« J'ai une très mauvaise connexion pour le téléphone fixe, et pas de connexion filaire. J'ai dû attendre l'aide du Département pour m'équiper par le satellite. (...). Pour ce que j'ai à faire, ça me convient au niveau du débit. Par contre, je paye 54€90 pour avoir un minimum d'internet, et le téléphone qui ne marche pas forcément. [...] Je suis obligée de tout faire par internet, même la banque. Donc je paye, et ce n'est pas normal. »

Une agricultrice

« Le réseau est de bonne qualité dans les centres-bourg des Aldudes, [...] on arrive à un débit de 100 méga bits, équivalent de la fibre, sur une longueur d'un kilomètre. Mais avec la distance, il y a de la déperdition. [...]

Les trois villages de la vallée ont été sélectionnés pour déploiement de la fibre optique courant 2020, ce sont les trois premiers villages du département. On va faire office de testeurs. [...] La fibre optique n'a pas de déperdition sur la distance, les maisons qui sont très isolées, à plus de 7km, auront un débit internet fibre qui leur suffira largement. Le département a souhaité une offre grand public, avec des abonnements de l'ordre du prix des offres actuelles, entre 30 et 45 euros. »

Un chef d'entreprise de services



DES ENTREPRENEURS INQUIETS

Les impacts du numérique, dans ses potentiels de développement comme dans ses carences de fonctionnement et d'usage sont venus bouleversés l'organisation des entrepreneurs. Jusqu'à devenir **une de leurs premières sources d'inquiétude lorsque le réseau n'est pas là.**

Les pannes révèlent l'impuissance face à la technologie, et la nécessité d'accompagnement.

« Ce qui nous fait peur aussi, dans la téléphonie c'est qu'il y a beaucoup d'offres, mais quand on a un problème, il n'y a plus d'intervenant pour assurer le service. C'est la peur de la panne, parce qu'on sait qu'ensuite on n'est pas assurés d'être vite réparés. »

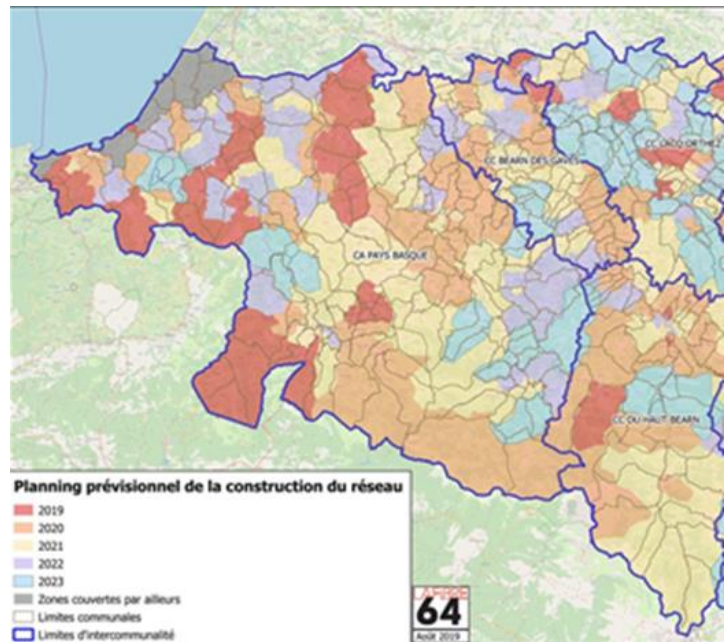
Un transformateur agroalimentaire

« Dès qu'il y a une panne ou un problème on est vite perdus. [...] Un dysfonctionnement, c'est une perte de temps qu'on n'accepte plus. »

Un agriculteur

DES DOUTES SUR LES APPORTS DE LA FIBRE

Les débats ont révélé d'autres doutes des habitants sur le déploiement de la fibre¹⁴ : son développement est long, et ne respectera certainement pas l'échéance annoncée (2022). Certains territoires devront patienter « jusqu'en 2023, 2024... ». Tout le Pays Basque bénéficiera-t-il vraiment de ces avancées ? Qu'en sera-t-il de l'habitat diffus, des fameuses zones blanches ou de l'infrastructure déficiente ? De plus, avant d'être raccordé en faisant appel à un opérateur, il faudra pouvoir être raccordable, a précisé une professionnelle, c'est-à-dire que la fibre passe à côté de chez soi et que la connexion soit opérationnelle. Ce qui risque encore d'allonger les délais.



Des propositions ont émergé suite au cours des débats citoyens :

- Le réseau IRIS64, propriété publique, ne pourrait-il pas être partagé aux autres opérateurs régionaux, qui auraient les capacités de répondre plus rapidement aux demandes ciblées des entreprises locales, ce qui leur permettrait de faire baisser leurs prix?
- La reprise en main du Génie civil (infrastructures de télécommunications : fourreaux, chambres ...) par les collectivités publiques, qui ont massivement investi, ne permettrait-

¹⁴ Annexe 2 : Le Plan Très Haut Débit



elle pas d'effectuer des priorités au service du développement des territoires, en favorisant les offres des opérateurs locaux ?

Le système du haut débit concentre des technologies diverses et complexes, qui échappent souvent à la compréhension et à la connaissance des entreprises et des particuliers. Les débats ont ainsi fait émerger la nécessité d'identifier et de hiérarchiser les besoins et les réponses pour les territoires et les particuliers, de distinguer les usages individuels et collectifs.

DES OFFRES A ADAPTER EN FONCTIONS DES BESOINS

Les usages du très haut débit diffèrent selon que l'on appartient à la catégorie des **particuliers**, des **professionnels** ou des **entreprises** : le nombre d'utilisateurs qui se partagent la connexion sera bien plus important pour ces dernières. Les applications professionnelles en Cloud (bien moins exigeantes chez un particulier) vont requérir elles aussi des demandes particulières, comme l'existence de sites multiples. Les besoins en connexion ne sauraient donc être les mêmes entre particuliers et professionnels.

Zoom sur : le marché et les typologies d'offres

Les offres grand public

- une garantie de temps d'intervention dite « best effort », offrent un **service limité et peu stable** en cas de réception de messages corrompus ou perdus
- un service après-vente grand public
- un **débit non garanti**
- pas de connexion de secours en cas de panne (pas de redondance)

Les offres « pros »

- une garantie de temps d'intervention avec **obligation de moyens**
- un service après-vente spécial pro
- un **débit non-garanti**
- pas de connexion de secours en cas de panne (pas de redondance)

Les offres entreprises

- une garantie de temps de rétablissement avec **obligation de résultat**
- un service après-vente spécial entreprise
- un **débit garanti**
- connexion de secours en cas de panne (redondance)

	MOBILE	ORDINATEUR PARTICULIER	ORDINATEUR ENTREPRISES
Part du marché internet	50%	40%	10%
Réseaux	Réseaux 3G, 4G... G (accès mutualisé)	ADSL cuivre, Fibre FTTH (accès mutualisé)	SDSL cuivre, Fibre FTTO (accès dédiés)
Attentes	Couverture, débit et prix	Débit et prix	Vitesse, fiabilité
Usages importants	Réseaux sociaux...	Streaming à 80% !	Applications en ligne, échanges infos...
Limites	Débit non garanti...	Débit non garanti	Débit symétrique garanti et régulier...



Bilan & perspectives

Ce qu'il faut retenir du débat citoyen...

Les **débats territoriaux** organisés en Pays Basque intérieur ont remis au jour **l'inégalité numérique** présente dans le territoire : zones blanches, absence de réseaux de téléphonie (fixe et mobile), déficience/insuffisance des propositions alternatives (satellite etc.)... Ils ont aussi contribué à interroger **l'omniprésence des outils numériques** et notre dépendance. La présente contribution se concentre sur la réalité vécue par ces territoires, mais comparable à celle vécue par d'autres territoires mêmes plus urbains (comme certains des quartiers en marge).

La promesse de la massification de la fibre optique est interrogée par les habitants de l'intérieur du Pays Basque. Beaucoup craignent que les délais annoncés ne puissent être tenus, alors que l'urgence est là. Il s'agit d'agir, et vite : l'accès à **un débit internet de qualité** est un indispensable tant économique que social, qui demande à être encadré **techniquement** mais aussi **pédagogiquement**. L'objectif est de parvenir à allier les capacités d'innovation et de développement offertes par le numérique avec **un impératif de frugalité** défendu par de nombreux experts, de parts et d'autres de la planète. Le diagnostic citoyen a ainsi révélé qu'une alternative pertinente passerait par la priorisation de **solutions collectives**, d'autant plus vertueuses qu'elles pourraient accompagner la **revitalisation** des zones rurales. Cette quête de solutions collectives tend à dépasser l'entrée classique du « consommateur individuel ». Une démarche qui pourrait contribuer à **réinventer notre rapport au numérique**.

L'avènement d'un numérique durable passe par une humanisation de sa pratique, la recherche d'équité, de formation/transmission, de soutien au développement économique et à la revitalisation des territoires ruraux, de mesure de son empreinte carbone... Un bon nombre d'élus locaux sont venus prendre part aux échanges. Ils ont témoigné être confrontés à l'agacement des habitants, qu'ils partagent, et ont aussi reconnu endosser une certaine responsabilité sur le sujet, le numérique représentant **un levier essentiel de revitalisation de leurs communes**, un outil essentiel pour permettre de fixer les habitants...

Le message de tous les participants est le suivant : ils ne pourront pas attendre quatre ans pour accéder à un réseau fiable ! Il faut trouver des solutions alternatives et prioriser la connexion des centre-bourgs et des entreprises. Les besoins sont urgents et les réponses doivent être apportées rapidement. Ces réclamations pour une meilleure connexion, pour l'égalité numérique n'occulent pas la prise de conscience qu'une nouvelle ère est en train de s'ouvrir. L'heure est à l'évaluation de la révolution numérique et à son renouvellement : choix éthiques, solutions alternatives, nouveaux équipements...



Vers une nouvelle ère numérique

La transition numérique, à savoir l'adaptation des entreprises et des populations aux mutations technologiques, est un incontournable du développement des pays et des entreprises. Elle a longtemps été considérée comme un moyen de réduire l'impact environnemental, conduisant à une dématérialisation quasi systématique. Et pourtant, **l'empreinte énergétique du numérique est en constante augmentation**.

A l'origine, la promesse du numérique était celle de **l'émancipation** : pour la connexion et la mise en réseau des populations, pour le développement des techniques et des entreprises dans une économie mondialisée... Une **révolution** aussi bouleversante que la révolution industrielle. Mais aujourd'hui, les interrogations se multiplient. Une poignée de grands groupes se partage la plupart des outils utilisés par des milliards d'individus. La sensation de dépendance, voire de **captivité**, se développe chez les usagers, à rebours des promesses initiales. La règle du « **tout connecté** », partout et tout le temps, semble s'être imposée. Face à la croissance quasi exponentielle du nombre d'internautes et des usages du numérique, certains acteurs s'inquiètent et souhaitent lutter contre le fatalisme d'une connexion inexorable et qui se soustrairait à notre action.

La consommation énergétique du numérique augmente de **9% par an** dans le monde. Une réalité en grande partie due à l'explosion de l'usage des vidéos (communication, streaming), la multiplication et le renouvellement des supports de connexion, et dont **les impacts négatifs** sont mal connus et peu communiqués. Le secteur des nouvelles technologies représente **10% de la consommation d'électricité mondiale** : 30% pour les supports de connexion (ordinateurs, téléphones et objets connectés) ; 30% pour les data-centers (hébergement des données) ; 40% pour les réseaux. La question des **métaux** utilisés dans les composants électroniques est elle aussi préoccupante (besoins grandissants et faible taux de recyclage)¹⁵.

Parallèlement aux risques écologiques, l'accès aux données et leur ouverture, les **Opendata**, les **villes connectées**, agitent les réflexions des particuliers et des élus. Le citoyen se fait contributeur, la collectivité se veut plus proche, plus en phase avec les besoins, la démocratie devient numérique (cf. Annexe 3) Ce qui n'est pas sans s'accompagner de nouvelles inquiétudes : l'utilisation qui sera faite des données privées, les risques sociaux et sanitaires à rester connectés 24h/24.

Comment s'autonomiser dans notre rapport au numérique et responsabiliser notre usage ?

Comment réfléchir collectivement à la réduction de ses impacts écologiques ? De grandes questions sous-jacentes au débat citoyen en Pays Basque intérieur. La conférence de clôture des 10^{èmes} Rencontres Numériques était animée par Jacques-François Marchandise, co-fondateur et directeur de recherche de la Fing. Il a pris connaissance du diagnostic conduit par le CDPB en visionnant les reportages de Soule et de Basse-Navarre, et a perçu le potentiel des habitants à s'interroger, à conscientiser leurs usages et à vouloir se saisir de l'arrivée de cette nouvelle ère. Ce retour d'expériences, entre un spécialiste du

¹⁵ [Numérique, le grand gâchis énergétique](#), le journal du CNRS, mai 2018



numérique d'envergure et l'expertise citoyenne, a confirmé la nécessité d'ouvrir collectivement un véritable chantier prospectif pour accompagner la conscientisation et le renouvellement des usages du numérique.

Pour la FING¹⁶, « La transition écologique est l'horizon indispensable de nos sociétés, la transition numérique la grande force transformatrice de notre époque. La première connaît sa destination mais peine à dessiner son chemin ; la seconde est notre quotidien, une force permanente de changement mais qui ne poursuit pas d'objectif collectif particulier. L'une a le but, l'autre le chemin : chacune des deux transitions a besoin de l'autre ! »¹⁷

Zoom sur : **la démarche RESET** de la Fing. Invitation à réinventer un numérique qui pourrait être :

- **Capacitant**, renforçant les capacités humaines, plutôt que les disparités, les aliénations, les exclusions, les soumissions.
- **Non-discriminant**, facteur de diversité, plutôt que de reproduire, par ses configurations sociales et algorithmiques, les inégalités fondées sur le genre, l'orientation sexuelle, l'origine ethnique.
- **Frugal**, économe en énergie et en matière, favorisant la transition écologique plutôt que la fuite en avant vers l'épuisement des ressources.
- **Innovant** dans les modalités mêmes de l'innovation, plus ouverte et moins soumise aux acteurs dominants, intégrant mieux les parties prenantes et les impacts.
- **Démocratique**, protecteur des libertés fondamentales, construisant une meilleure maîtrise collective et individuelle des données et des systèmes techniques (IA, IoT, ...).
- **Équitable** dans la répartition de la valeur au sein de la société, plutôt que de

¹⁶ [Fondation Internet Nouvelle Génération](#)

¹⁷ Projet [Transitions²](#) de la FING



Quelles solutions, quelles orientations ?

Le Conseil de développement propose deux types de préconisations qui interpellent les décideurs publics :

- les deux premières sont de court terme : **prioriser les urgences et accompagner les territoires dans leur aménagement numérique cohérent** ;
- les deux dernières sont de moyen terme : **inscrire le numérique au cœur du projet de territoire**, comme un véritable enjeu de société qui nécessite un travail de fond pour dessiner le Pays Basque connecté de demain.

① Ré-orienter les choix d'infrastructures numériques pour répondre aux besoins prioritaires de nos territoires

Comme il est question dans le diagnostic posé par des citoyens et des socio-professionnels, le développement de la fibre vise une logique de massification des usages d'ici à 5 ans : un modèle qui privilégie les usages individuels et aux usages plus collectifs et ciblés. **Les participants aux ateliers voient le risque de générer un modèle d'aménagement à plusieurs vitesses** : des territoires priorités entièrement couverts dans quelques mois, d'autres dans 4 ou 5 ans... alors que les besoins sont à la fois urgents et communs. Deux grandes propositions émergent :

→ Répondre aux connexions mobiles sur l'ensemble du territoire

Les besoins individuels (notamment professionnels) nécessitent une extension rapide du réseau 4G qui pourrait très bien se faire à partir du génie civil et des fibres existantes (déployées notamment par IRIS64). Un réseau de moyennes antennes est l'assurance d'une couverture large du territoire, de connexions moins impactantes sur la santé (signal à proximité) et garantit les possibilités de créer des « box relais » chez les particuliers ou les micro-entreprises, pour recréer un réseau interne (y compris filaire).

→ Fibrer prioritairement et sur des réseaux dédiés chaque coentre-bourg et chaque entreprise

Les besoins collectifs sont ceux des entreprises du territoire et des bourgs-centre : faire en sorte que chaque village, chaque zone d'activité, chaque espace économique des territoires soit rapidement connecté par un débit garanti, avec l'accès à un service après-vente adapté, permettant d'assurer à ces relais publics et privés une véritable efficacité. La fibre FTTO répond à ces besoins : garante du maintien et du développement des entreprises locales, cette connexion à chaque bourg permettrait la création d'activités périphériques (tiers-lieux, ateliers pour micro-activités, services publics, lieu d'accueil pour les démarches administratives, ateliers de formation, etc.).

La faisabilité de ce réseau peut être assurée en s'appuyant notamment sur le réseau IRIS existant, en réorientant le plan fibre, et en l'ouvrant à d'autres opérateurs locaux dont la réponse d'action peut être rapide.



② Se saisir du numérique comme outil de développement et d'attractivité pour revitaliser quartiers, villages et vallées

Les rencontres ont montré la capacité des habitants, des acteurs économiques et sociaux à s'adapter et à entrer de plein pied dans la transition numérique pour innover et se développer. **Le développement** du numérique peut participer d'un cercle vertueux favorable à la revitalisation des zones rurales, générer de l'activité, des besoins en logement, en services...

Comme le disait un entrepreneur : « **Il faut investir à la campagne pour que les gens restent y vivre et ne partent pas tous s'installer dans les agglomérations** »

L'idée est de garantir un « **service public minimum** » par le choix d'une solution collective et mutualisée, à travers deux propositions.

→ Investir un point névralgique super-connecté dans chaque village !

C'est une idée ressortie du débat entre habitants. Une idée simple et capitale qui permet de créer à partir du centre-bourg un réseau local qui peut répondre à des besoins de particuliers, des actifs et des entreprises (démarches administratives, téléchargements et envois de dossiers lourds, etc.).

Le maillage de tous les bourgs et villages en points de connexion très haut débit permettrait de bâtir une chaîne de services et d'activités propices à l'attractivité de nouveaux habitants qui recherchent un certain niveau de services et aussi un cadre de vie de qualité, loin de zones urbaines où le prix de l'immobilier a flambé depuis longtemps.

Une stratégie de maillage numérique offre des capacités nouvelles aux entreprises et aux producteurs locaux, à l'hôtellerie et à la restauration locale dans les bourgs... Elle offre la possibilité de développer leur activité, leur action commerciale par internet, des services pour leur clientèle, elle concourt à accroître l'attractivité du territoire et de ses produits.

C'est l'occasion de penser des projets innovants, sobres et solidaires...

Exemples : un data center à Mauléon, alimenté en électricité par la production hydraulique locale, et la récupération de chaleur pour le chauffage et l'eau chaude d'une résidence intergénérationnelle installée à côté, qui abriterait en un espace de télétravail...

→ La création de « tiers-lieux ruraux connectés » dans chaque village comme outil de développement local, pour :

- **maintenir les activités, les actifs, les jeunes**, valoriser les compétences et savoir-faire, trouver des compétences internes et externes (pour rappel, 150 postes sont à pourvoir en Soule), faire vivre des espaces connectés et ouverts à tous
- développer le **télétravail et le travail à distance**, en cohérence avec la réduction de la mobilité et les nouvelles attentes des entreprises et des salariés, une pratique qui plus est louée pour sa dimension sociale et écologique¹⁸
- **garder certaines populations et ancrer de nouveaux habitants**, accueillir de nouvelles activités en lien avec le numérique, un secteur qui recrute fortement et permet une

¹⁸ Enquête [Kronos](#) relayée par le [Commissariat général des territoires](#)



part importante de travail à distance (métiers de vente à distance, métiers administratifs, webmaster et graphistes, etc.), ou tout autre métier créatif et de design en lien avec les nouvelles technologies

- **accueillir des formations (professionnelles, supérieures) décentralisées, des équipes de recherche...** qui peuvent trouver des cadres de vie riches et des possibilités de démarches collaboratives avec des habitants, acteurs socio-économiques locaux...
- **participer globalement à la montée en compétences de la population**, grâce à des espaces connectés (formation à distance, ateliers...)

③ Mettre en évidence l'écosystème du numérique en Pays Basque et permettre son appropriation citoyenne

Les problématiques rencontrées en Pays Basque intérieur se retrouvent sur les autres territoires péri-urbains, et même urbains, puisqu'il est fait mention de quartiers sur le BAB avec des débits internet très faibles, sans doute dus aussi à la vétusté des infrastructures qui ne sont plus entretenues par l'opérateur historique.

Services, infrastructures et usages composent l'écosystème du numérique. Le révéler en Pays Basque permettrait son appropriation par les citoyens, habitants et élus, pour **accroître leur capacité d'actions** : compréhension, connaissances, compétences, créativité... autant d'outils pour devenir un acteur plein et entier, capable d'effectuer des choix et de se positionner dans une sphère encore trop opaque.

Il en va de même pour le Pays Basque. Un état des lieux exhaustif, minutieux et détaillé du réseau, en tous points, couplé à un diagnostic citoyen approfondi des usages, tel qu'il a été mené dans le cadre des Rencontres numériques en Soule et en Basse-Navarre, pourrait accroître **la capacité du territoire à maîtriser son numérique**.

④ Définir un projet de développement durable du numérique

Comme l'ont montré les débats à l'intérieur du Pays Basque, un développement numérique subi génère des fractures sociales, des décrochages et des exclusions par manque de formation, de transmission, d'adaptation du territoire aux nouveaux modes de vie. La dématérialisation des procédures administratives, la formation à distance, le rôle des parents et de l'école en direction des plus jeunes comme pour des aînés sont autant de problématiques qu'il convient de prendre en main. Face à un secteur peu lisible, voire opaque, le travail du consommateur se doit d'intégrer les notions de responsabilité et d'effort. L'éducation, l'information et la formation sont autant d'outils pour accompagner et développer ses capacités de choix. Autant de questions de société qui nécessitent des réflexions de fond : échapper au fatalisme du numérique, passer du numérique subi au numérique agile, acteur de la vie démocratique



Par ailleurs, les « 30 glorieuses » du numériques touchent à leur fin. Un vent d'éco-responsabilité commence à souffler, au moment où l'on découvre certains risques majeurs que ce soit en termes sanitaires, de main mise sur la vie privée, de contrôle social, d'addictions dangereuses contraires à l'émancipation individuelle et aux autres compétences majeures pour la formation de citoyens libres, comme les capacités d'attention.

Enfin, on découvre que cette économie immatérielle s'avère finalement très matérielle avec ses data center, des stockages toujours plus imposants, et les déchets numériques croissants que constitue l'impact énergétique et carbone d'une utilisation débridée.

L'heure est à la soutenabilité et à l'éthique et « nous serons toujours en retard, car plus j'ai d'usage du numérique, plus j'ai des ennuis avec celui-ci ». C'est pourquoi la FING invite à fabriquer ses propres modèles : il ne s'agit pas ici de « localisme » mais de « muscler son territoire ».

Un chantier prospectif pourrait s'envisager avec l'ANTIC, le cluster Pays Basque Digital et bien d'autres acteurs et experts locaux, mais aussi nationaux (dont la FING). Mené dans une véritable démarche participative et innovante, il s'appuierait sur un débat impliquant largement la société basque, profanes comme spécialistes : un outil d'aide à la décision à destination des acteurs économiques et sociaux, et d'élus locaux de plus en plus mobilisés sur le sujet. Par leurs habitants.



ANNEXE 1 : Quelques éléments de repères, du global au local

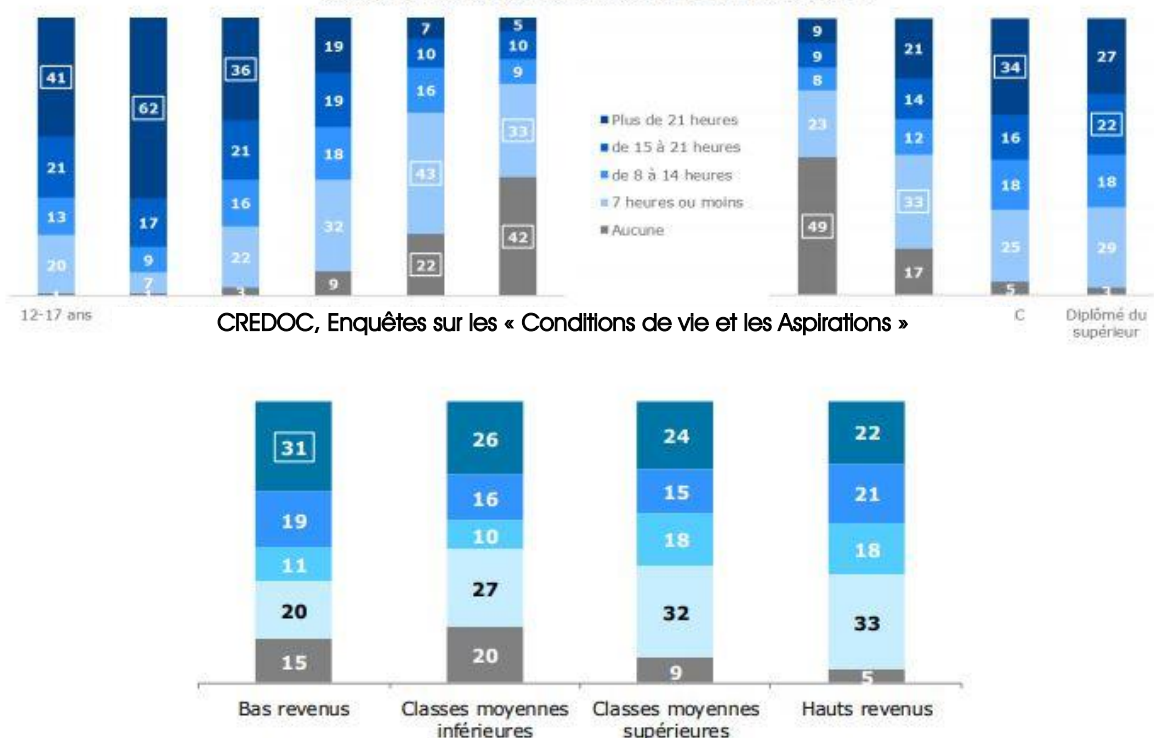
Le numérique est né de l'informatique il y a 30 ans : d'une branche des mathématiques, il est devenu une science à part entière, puis une culture, et enfin un usage massif amplifié depuis 15 ans par la généralisation du téléphone mobile.

A l'échelle mondiale...

- 4,34 milliards d'utilisateurs internet
- 1 million de nouveaux internautes chaque jour dans le monde
- 3,5 milliards d'utilisateurs de médias sociaux
- plus de 6 milliards de smartphones utilisés dans le monde

Selon le baromètre annuel¹⁹ 4 français sur 5 ont un usage quotidien du numérique, 46% par leur portable (contre 35% par ordinateur).

Graphique 91 – Temps passé sur internet selon l'âge, le diplôme et le niveau de vie
- Champ : ensemble de la population de 12 ans et plus, en % -



Le numérique est un marché mondial, juteux, aux mains de quelques grands opérateurs internationaux, tant en aval (offres, GAFAs...) qu'en amont (infrastructures).

Ces opérateurs privilégient des gros réseaux mutualisés qui vont concerner un maximum de clients, c'est pourquoi ils aménagent directement les grandes métropoles ou se

¹⁹ [Baromètre du numérique](#), ARCEP, 2018



positionnent dans les marchés des collectivités locales. Ces grands opérateurs (dont l'historique Orange) remettent en cause les organes de régulation (comme l'ARCEP²⁰ en France).

Le Monde Orange conteste les pouvoirs de l'Arcep, gendarme des télécoms

Orange a déposé au Conseil d'État une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) pour contester le pouvoir de sanction du gendarme des télécoms (Arcep) qui lui avait adressé plusieurs mises en demeure, a confirmé, mardi, l'opérateur à l'Agence France-Presse. L'opérateur historique a été mis en demeure à plusieurs reprises par l'Arcep entre octobre 2018 et janvier 2019, notamment pour avoir failli à ses obligations de service universel sur le téléphone fixe, pour n'avoir pas respecté une qualité de service sur les offres de gros à destination des entreprises ou encore ses engagements sur le déploiement de la fibre.

Le Conseil d'État doit désormais examiner la requête avant de décider de la transmettre au Conseil constitutionnel, à qui il reviendra de se prononcer et, le cas échéant, d'abroger la disposition législative. Si Orange obtenait gain de cause, l'Arcep pourrait alors perdre son pouvoir de sanction vis-à-vis des opérateurs.

Et pourtant, les collectivités territoriales sont promues acteurs clés de l'aménagement, pour des territoires connectés²¹. Orange ne détient plus le monopole du génie civil puisque **depuis 1997 la réglementation permet aux communes et aux communautés d'agglomération de créer leur propre génie civil Télécom**, et permet à des **opérateurs alternatifs** (ancrés sur les territoires) d'avoir accès à ces infrastructures.

Ces derniers, rassemblés autour de l'AOTA (l'association des opérateurs télécom alternatifs)²², déploient une fibre professionnelle (FTTO) qui couvrait 16 000km en 2016 et permet de raccorder à un réseau fiable entreprises et zones d'activités.

Ils raccordent directement les entreprises par leur propre réseau (avec des connexions indépendantes aux Hub nationaux). Le réseau fonctionne sur un autre mode : une bande passante symétrique (FTTO) qui assure un débit régulier et fiable, puisque non soumis aux variations. Le coût s'avère plus élevé pour l'entreprise que l'accès au réseau classique car ces opérateurs locaux doivent se déployer des réseaux spécifiques, l'accès aux infrastructures publiques étant réservé aux grands groupes.

²⁰ [Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes](#)

²¹ [L'aménagement numérique des territoires](#), ARCEP

²² <https://www.aota.fr/>



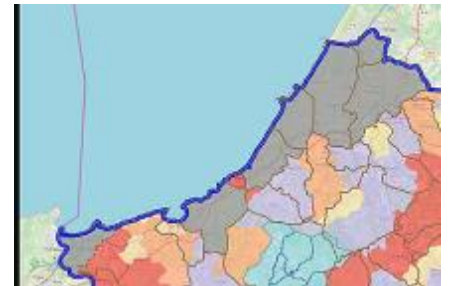
ANNEXE 2 : Le Plan Très Haut Débit

Le Plan France Très Haut Débit a été lancé à partir de 2013 dans une dynamique classique d'accès de tous au numérique, en France.

Le Plan France Très haut Débit a été actualisé pour être déployé d'ici 2022 en Pays Basque, avec trois types de zones dont **deux concernent notre territoire** :

- Les zones urbanisées, ce sont les grands opérateurs qui déploient les réseaux de la fibre FTTH sur des marchés très porteurs, jouant sur des tailles critiques de populations et de clientèles.

→ En Pays Basque, c'est une partie de la zone littorale qui est concernée (ici en zone grise).



- Les autres zones péri-urbaines et rurales sont prises en charge par les collectivités territoriales.

→ Pour le Pays Basque, c'est le Département 64 qui s'est engagé dans ce programme dès 2014.

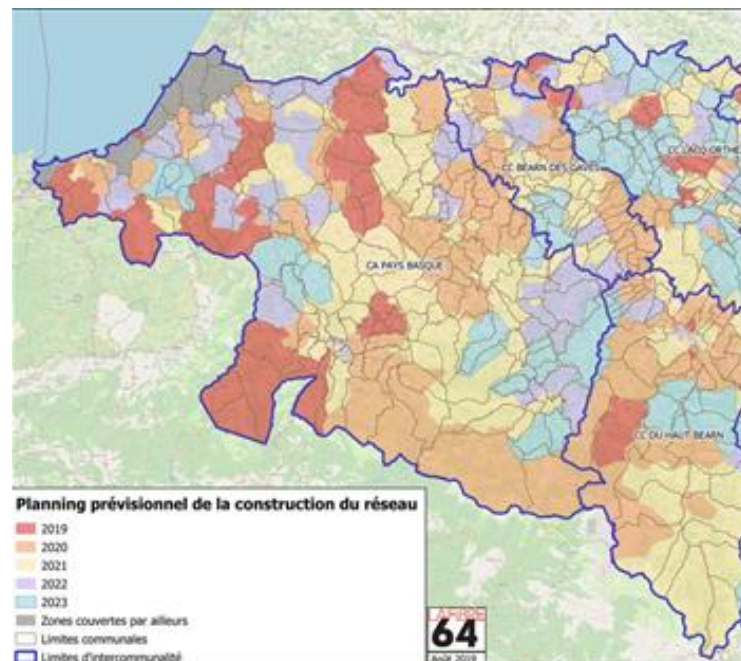
Vers le très haut débit sur tout le territoire ?

Le Département a lancé un premier réseau (**IRIS64**), Réseau Haut débit, qui a permis de faire un premier maillage du territoire et un meilleur raccordement aux NRA (nœud de raccordement aux abonnés).²³



▶ Avec le projet Fibre 64 (réseau THD64), et le Syndicat dédié qui a été créé, le Département 64 a confié à SFR le déploiement de la fibre en complément du premier réseau, selon le calendrier prévisionnel ? suivant²⁴ :

- d'ici la fin de ce programme, 100% du réseau de la fibre sera déployé par une filiale de SFR.
- ce réseau THD64 (confié à SFR) va donc absorber le réseau IRIS64



²³ En savoir + : <http://www.iris64.fr/>

²⁴ En savoir + : <http://lafibre64.fr>



ANNEXE 3 : Numérique et collectivités

Opendata, Open Source, Smart City et Civic Tech sont des concepts qui accompagnent la ville connectée. Leur évaluation est l'occasion pour les collectivités de renouveler leurs usages et d'effectuer des choix éthiques.

Opendata

En 2016, la Loi pour la République Numérique a érigé en principe l'ouverture des données par défaut, à toutes les administrations et collectivités locales de plus de 3500 habitants et 50 agents. Elle rend obligatoire la mise à disposition des données publiques communicables.

« Une base de données ouverte (en anglais open data) est un ensemble d'informations généralement numériques dont l'accès et l'usage sont laissés libres aux usagers. Elles peuvent être d'origine publique ou privée, produites notamment par une collectivité, un service public, un collectif citoyen ou une entreprise. Elles sont diffusées de manière structurée selon une méthode et une licence ouverte garantissant leur libre accès et leur réutilisation par tous, sans restriction technique, juridique ou financière. L'ouverture des données est à la fois un mouvement, une philosophie d'accès à l'information, une politique publique et une pratique de publication de données librement accessibles et exploitables. Elle s'inscrit dans une tendance qui considère l'information publique comme un bien commun dont la diffusion est d'intérêt public et général. »²⁵

L'accès aux données publiques et privées pour une meilleure élaboration des politiques publiques est un enjeu majeur pour les collectivités. Au Pays Basque l'ANTIC²⁶ s'est entre autres emparé de la question.

Open Source

De plus en plus populaire, l'open source est un autre enjeu de la transition numérique. En juin 2018, la Métropole de Lyon « a acté l'ouverture des codes informatiques sources et leur mise à disposition sur une plateforme dédiée. L'objectif : permettre aux citoyens ainsi qu'aux collectivités de consulter, modifier les codes pour réutiliser et améliorer collectivement les outils logiciels propres à la Métropole. » En partageant publiquement les codes informatiques de ses propres outils, la collectivité cherche à mutualiser et rassembler les acteurs nationaux ou internationaux pour adapter les nouveaux services numériques aux attentes des citoyens.

« L'ouverture est devenue une valeur autonome, porteuse de qualités généralement (mais pas unanimement) considérées de manière positive :

- > La transparence et la responsabilité des décideurs et des institutions,
- > La 'démocratisation' de l'accès aux ressources, services, produits considérés,

²⁵ [Wikipédia](#)

²⁶ [Données ouvertes publiques](#), tester une démarche collective d'open data, Antic



- > Le caractère participatif ou collaboratif des décisions collectives,
- > La diversité et la fluidité des acteurs, des propositions, des points de vue... »

« Industrie, éducation, culture, science, mobilité, production, information... dans tous les domaines, de plus en plus les données sont libérées, les savoirs partagés, les secrets de fabrication révélés. Certains y voient une menace, d'autres des opportunités presque sans limites. »

Louis-David Benyayer, Open Models, 2014²⁷

Les SMART CITY

« Il s'agit d'améliorer la qualité de vie des citoyens en rendant la ville plus adaptative et efficace, à l'aide de nouvelles technologies qui s'appuient sur un écosystème d'objets et de services. Le périmètre couvrant ce nouveau mode de gestion des villes inclut notamment : infrastructures publiques (bâtiments, mobiliers urbains, domotique, etc.), réseaux (eau, électricité, gaz, télécoms) ; transports (transports publics, routes et voitures intelligentes, covoiturage, mobilités dites douces - à vélo, à pied, etc.) ; les e-services et e-administrations. »

²⁷ [Transitions](#), la FING

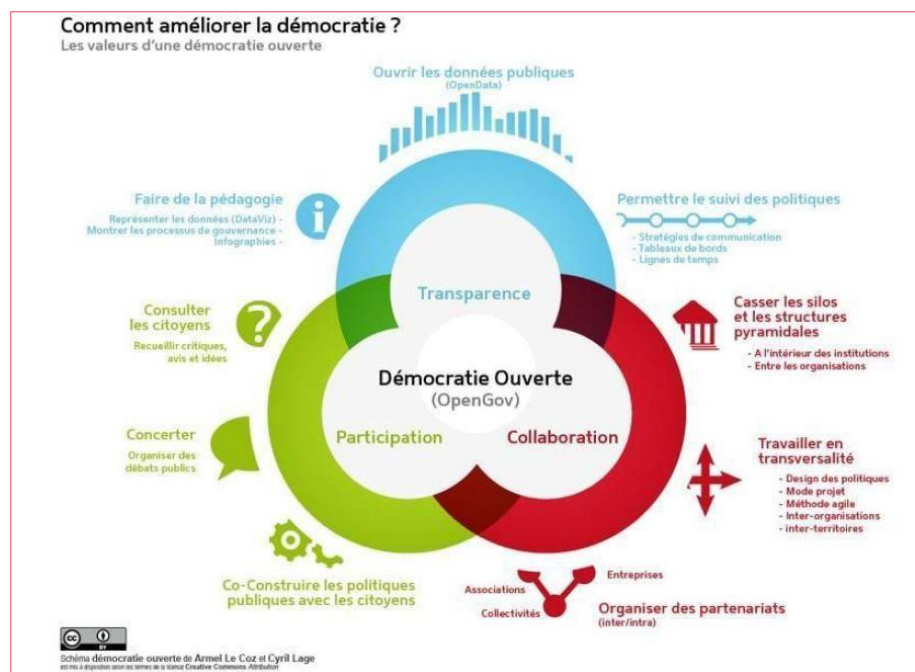


Les CIVIC TECH : vers une démocratie numérique²⁸

« La technologie civique [ou Civic Tech] est l'usage de la technologie dans le but de renforcer le lien démocratique entre les citoyens et le gouvernement. Cela englobe toute technologie permettant d'accroître le pouvoir des citoyens sur la vie politique, ou de rendre le gouvernement plus accessible, efficient et efficace.²⁹ »

« Les Civic Tech sont l'une des figures du mouvement de l'« open government », ou de la démocratie ouverte, porté à la fois par des structures privées (associations, entreprises, collectifs citoyens) et par des institutions publiques, et fondé sur trois valeurs complémentaires : transparence, collaboration et participation.³⁰ »

Si la vertu des Civic Tech est louée, comment échapper au risque d'ubérisation de la démocratie ?³¹



²⁸ [Civic Tech : vers une démocratie numérique ?](#), la Méthode scientifique, France Culture

²⁹ Wikipédia

³⁰ [Participation citoyenne : les « civic tech » dans la ville citoyenne réelle](#), la Fing et l'Idri

³¹ [Civic Tech : vers une démocratie numérique ?](#), la Méthode scientifique, France Culture